

19 OCTOBER 2016 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA SITUATION À ALEP EN SYRIE, À PARIS LE 19 OCTOBRE 2016.

[Télécharger le .pdf](#)

LE PRESIDENT : Mesdames, Messieurs,

Je voulais recevoir, ici, à l'Élysée, le président des Casques blancs syriens, qui, avec son organisation, lutte chaque jour, non pas pour détruire des vies, mais pour en sauver et qui, avec au moins 3 000 volontaires, réussit, malgré la barbarie qui s'acharne sur notamment Alep, à trouver dans les décombres encore des vies humaines.

Cette organisation, les Casques blancs, a été également capable de pouvoir alimenter, approvisionner en eau une partie de la population et faire en sorte qu'une vie soit possible.

Je voulais également accueillir le président du Comité local d'Alep, élu démocratiquement et qui, lui aussi, assure avec les services qu'il peut mobiliser une vie à Alep, avec, là encore : de l'eau, des soins, des écoles qui peuvent fournir à la population de quoi subsister.

Je veux alerter, une fois encore, au-delà même de la France et de l'Europe, la communauté internationale. Ce qui se passe à Alep, mais plus largement en Syrie, en raison des bombardements incessants du régime et de ses soutiens, est inacceptable, intolérable, insupportable.

Ce sont 300 000 victimes depuis le début de cette révolution et de cette guerre. C'est aussi des millions de déplacés et de réfugiés. Nous connaissons ces chiffres, ils sont rappelés. Mais il y a, au moment encore où nous parlons, toujours des bombardements qui se font.

Alors, c'est vrai, une trêve a été déclarée. Elle dure depuis un peu plus de 24 heures. Je ferai tout, ce soir avec la Chancelière MERKEL - puisque je serai à Berlin, pour une réunion qui est, certes, sur l'Ukraine, mais qui sera aussi, à la fin de la soirée ou de la nuit, consacrée à la Syrie -, je ferai tout pour que cette trêve puisse être prolongée et pour qu'elle puisse servir à acheminer l'aide humanitaire, c'est-à-dire à venir en soutien aux Casques blancs, à la population, à ceux qui la représentent, pour qu'il puisse y avoir toujours une ville qui puisse demeurer.

Il n'est pas question de chasser la population d'Alep. Il n'est pas question de la mettre sur le chemin de l'exil ou des camps. Il faut tout simplement la trêve, l'accès des humanitaires à la ville et ensuite un processus de négociation et de transition politique.

Ce qui est en cause, c'est finalement l'honneur ou la honte de la communauté internationale. Vous savez ce qu'est la position de la France depuis 2012 et en particulier depuis 2013, là où beaucoup s'est joué. Aujourd'hui, nous ne sommes plus simplement dans le récit de ce qui aurait pu être fait. Nous sommes devant notre propre responsabilité : que devons-nous faire ?

La France, comme l'Europe puisque j'aurai aussi à m'exprimer au Conseil européen donnera non seulement le témoignage de ce que nous disent les Casques blancs ou le président du Comité local d'Alep, la France fera tout ce qu'elle peut exercer comme pression, notamment sur les soutiens au régime - je pense aux Russes - pour que la trêve puisse être prolongée, que l'acheminement de l'aide humanitaire puisse se réaliser et pour qu'il y ait une issue politique.

Il y aura cette semaine une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays les plus concernés autour de Jean-Marc AYRAULT, et il y aura la semaine prochaine une réunion des ministres de la Défense. Mais aujourd'hui, c'est pour parler de ce qui est le plus essentiel, c'est-à-dire l'humanité, qu'est-ce qui reste comme humanité à Alep ? L'humanité, si je puis dire, à Alep, elle est ici, en France, représentée par vous.

Ils vont continuer à discuter avec le ministre des Affaires étrangères. Je remercie Élisabeth GUIGOU parce que c'est à son initiative que les Casques blancs et le président du Conseil local d'Alep ont été invités à l'Assemblée nationale. Je pense qu'ils ont eu l'accueil le plus large possible, c'était aussi très important que la France dans son ensemble puisse soutenir ce qu'est cette cause qui est une cause qui doit trouver son débouché : est-ce qu'on imagine ce qu'un pays peut supporter après quatre ans, cinq ans même, de guerre et de massacres ?

Je n'oublie pas aussi ce que font les terroristes, ce qu'ils ont commis comme crimes en Syrie et ce qu'ils

ont fait aussi en France. Mais à Alep, ce sont des personnes qui veulent vivre. Ce ne sont pas des terroristes, ce sont des Syriens qui veulent la paix et la démocratie et tout simplement la liberté. Merci, merci à vous.